PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS....	$19.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 mois.	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Seul Journal Français Quotidien au Sud — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 3 MARS 1896. — Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

☞ POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse des Encanteurs.

Par Louis A. Richards—Grande vente de propriétés de la succession de John Peter Weber.

Les dernières nouvelles d'Espagne.

La situation à Washington.

Hier soir, à une heure assez avancée, nous recevions une dépêche fort importante, relative aux troubles provoqués à Barcelone et dans d'autres villes de l'Espagne, par le vote du Sénat réclamant les droits de Belligérants pour les insurgés de Cuba. Ces troubles ont, paraît-il, profondément ému le gouvernement espagnol qui, per l'entremise du ministre De Lome, annonçait, en termes extrêmement courtois, au gouvernement de Washington qu'il avait pris toutes les mesures convenables pour protéger, soit les consuls américains en Espagne, soit les citoyens américains résidant pour le moment en ce pays, contre toute attaque possible de la part de la foule ameutée. Ces assurances tout à fait spontanées de la part du cabinet espagnol ne pouvaient être que bien accueillies par M. Cleveland et ses ministres, et il y a été répondu presqu'immédiatement en termes très amicaux.

Mais, en même temps, le secrétaire d'Etat, M. Olney, recevait une seconde dépêche demandant au gouvernement des Etats Unis de désavouer la conduite du sénat; sans quoi, disait la dépêche, les relations amicales entre les deux gouvernements seraient forcément interrompues. C'était demander à l'exécutif plus qu'il ne pouvait accorder. La forme de notre gouvernement s'y oppose absolument. Que faire? Le président et les ministres ont résolu de tenir la demande comme nulle et non avenue. Il n'y a été fait aucune réponse. En attendant, le cabinet de Washington ne perd pas de temps. Il prend des mesures pour avoir sous la main une flotte prête à parer à toutes les éventualités.

Voilà où conduisent tous ces votes inspirés par l'amour de la popularité et enlevés quelquefois par surprise.

Nous ne croyons certainement pas à la guerre ; mais la situation est extrêmement critique.

LA REINE D'ANGLETERRE EN FRANCE.

La reine d'Angleterre, voyageant incognito sous le nom de comtesse de Balmoral, effectuera son voyage en France le 9 mars prochain.

Sa Majesté quittera le port de Portsmouth au matin, à bord de son yacht *Victoria-and-Albert*, pour arriver à Cherbourg dans l'après-midi.

Aussitôt son arrivée sur la rade le yacht royal, qui sera escorté de la flotille des yachts de la reine, entrera dans l'arsenal pour être amarré au quai de l'avant-port.

La reine passera la nuit à bord de son yacht et prendra le lendemain matin, à dix heures, le train royal qui doit l'emporter vers Nice. Toutes les mesures d'ordre et de précaution sont prises en vue d'assurer la sécurité de Sa Majesté britannique pendant son séjour dans le port.

Les recommandations sont faites pour que la reine Victoria soit reçue avec les plus grands égards.

LES ENVOIS A MADAGASCAR.

De Paris, l'Union des femmes de France n'a pas envoyé moins de 85,000 francs aux blessés, malades et rapatriés de l'expédition de Madagascar. Les distributions ont été faites à Majunga, à la Réunion, dans les hôpitaux du littoral et de l'Algérie, ainsi qu'au siège de la Société.

Les comités de province ont fait des envois et des distributions de secours pour une somme de 115,000 francs.

Depuis la guerre contre l'Allemagne, l'Union des femmes de France n'avait pas été appelée à exercé aussi généreusement son action bienfaisante auprès des militaires.

LE "ROLAND."

Ainsique nous l'annoncions dans un de nos récents numéros, le croiseur français le *Roland* est venu, avant hier soir, jeter l'ancre dans notre port, à la hauteur de la rue Poydras.

Le *Roland* fait partie de l'escadre de l'Atlantique; il déplace 2,500 tonneaux, a une vitesse d'essai de 14 nœuds, 32, porte 15 pièces de 138 mm, 8 canons-revolvers Hotchkiss de 37 mm et 1 pièce de 65 mm.

Sans être un navire de type moderne, son lancement ayant eu lieu en 1882, il est cependant muni des perfectionnements les plus récents, et son équipage se compose de 271 hommes.

Ses officiers sont MM. : Alexis Nicolas, capitaine de vaisseau, commandant; Léon Sellier, capitaine de frégate; Guy Henry de Villeneuve, lieutenant de vaisseau ; Maxime Biffaud, Henri Caré, Louis Juin, Henri True, Charles de la Laurencie, François Maraval, enseignes de vaisseau ; Dominique Casta-Lumio, Henri de Parseval, Gabriel Bonnaud, aspirants; Docteur Emmanuel Roby, médecin-major; Alfred Descudé, officier d'administration ; Lucien Geay, mécanicien principal.

Le représentant que l'*Abeille* s'était fait un devoir et un plaisir d'envoyer à bord y a reçu un accueil, excellent; et tandis qu'il regagnait le rivage, le Consul de France, M. Bosseron d'Anglade, et son chancelier, M. Thiébaud, tous deux en grande tenue, le croisaient allant souhaiter la bienvenue à leurs nationaux. L'arrivée de ces messieurs a été saluée par une salve d'artillerie.

Pendant leur séjour à la Nouvelle Orléans qui sera de courte durée—une dizaines de jours au plus—les officiers du *Roland* recevront à leur bord tous les jours, de midi à cinq heures du soir, les visiteurs qui s'y présenteront.

En nous quittant, le *Roland* se rendra à Kingston, Jamaïque, pour s'y approvisionner de charbon.

Il y avait longtemps que le pavillon français n'avait flotté dans nos eaux; aussi sera-ce avec une douce émotion que nous verrons dans nos rues, pendant quelques jours, les marins de cette tant chevaleresque et sympathique nation.

L'ESPRIT NOUVEAU.

Le Reichstag allemand vient de tenir une séance très intéressante sur laquelle l'esprit nouveau a fait les frais du militarisme. Il était grand temps que les Allemands s'apeçussent qu'ils sont sous le régime du caporalisme le plus abrutissant. Mais, il ne faut pas s'y tromper, c'est cette mécanique morale qui a fait l'Allemagne, puisque c'est le plus petit, le plus nouveau, le plus pauvre et le moins intelligent des Etats allemands qui a fini par absorber les autres. Il est vrai que si la Prusse n'avait pas été le canton semi-barbare qu'elle était, il y a 150 ans, elle n'aurait pas enduré le despotisme militaire des Frédérics-Guillaumes et des Frédérics petits et grands. Le caporalisme est devenu l'esprit national, et le jour où l'Allemagne le perdra, ce faisceau factice se déliera. C'est la vengeance de la civilisation outragée jusque dans ses fondements par la guerre de 1870 et ses sauvageries voulues et cherchées, que ce boulet que la patrie de tant d'hommes distingués, vraiment imbus des principes de liberté, traîne depuis vingt-cinq ans sans pouvoir ni s'en défaire, ni même en adoucir les cruels frottements.

AU LENDEMAIN DU CARNAVAL.

Voici comment Alphonse Karr, à l'occasion, appréciait jadis les fêtes du carnaval données au Havre :

" Polichinelle. Pierrot, Arlequin et les sauvages ont fait leur temps. On a pu voir à Paris, cette année, et au Havre, que les fêtes du carnaval ont été dirigées dans un meilleur esprit.

" Ainsi, au Havre, le char du Commerce, celui de l'Agriculture sont des idées nobles, sérieuses et charmantes en même temps.

" Le navire *le Veau d'or* était une épigramme spirituelle, juste, très à propos, au sujet des illusions et des déceptions causées par la Californie et surtout par les Compagnies californiennes.

" Il ne faut pas proscrire de nos fêtes ces souvenirs de la bonne et franche gaieté gauloise,—l'esprit est français de naissance, il faut qu'il garde sa place dans sa patrie et qu'il y soit toujours bien accueilli. D'ailleurs, si le monde, qui commence à se faire vieux, s'est corrigé de deux ou trois défauts, les épigramme y ont plus contribué que les sermons. "

Ces lignes, dans lesquelles l'allusion aux déceptions causées par " la Californie " est d'une actualité curieuse, sont extraites d'un ancien volume d'Alphonse Karr, publié sous ce titre : *Une poignée de vérités.*

POURQUOI ARTON AVAIT QUITTÉ PARIS.

Au moment où Arton rentre à Paris, lisons-nous dans le *Gaulois*, il paraît curieux de rappeler dans quelles conditions il en était parti, il y a cinq ans, à la suite d'embarras financiers, alors qu'il n'était connu que du monde des affaires. La question du Panama a fait de lui un type légendaire. Son nom a été depuis lors si souvent prononcé et mêlé à tant d'aventures qu'on ne sait plus, à l'heure actuelle, quand il est question de lui, où s'arrête la vérité et où commence la fantaisie. Se rappelle-t-on seulement les circonstances à la suite desquelles Arton a quitté Paris ?

Les faits sont précis. Arton est, en somme, la victime d'un ennemi personnel. L'écroulement de sa fortune vient d'une intrigue ourdie par cet ennemi personnel qui, à un moment donné, jugeant à propos d'exercer la vengeance qui lui tenait au cœur, acheta une créance d'une vingtaine de mille francs qu'Arton avait contractée à l'âge de dix-huit ans. C'était une dette de jeu. Aussitôt muni de sa créance, l'acquéreur la fit présenter à Arton. Celui-ci flaira la machination. Il pensa, à juste raison, qu'il ne pourrait s'en tirer qu'à coup d'argent.

—Je paierai la dette, dit-il, mais pas en totalité. Pensez donc! une dette de jeu contractée à l'âge de dix-huit ans! Entrons en arrangement.

Et il fit faire des offres. Ces offres furent refusées.

—Ah! c'est ainsi? dit-il. Eh bien! bonsoir. Je ne paie rien du tout.

Arton allait, sans s'en douter, au devant du désir de son nouveau créancier, qui n'eut rien de plus pressé que de mettre son plan à exécution. Arton était banquier et, comme tel, avait de nombreuses valeurs en circulation. Le plan du nouveau créancier était bien simple : il s'agissait pour lui de mettre opposition —en vertu de sa créance—chez tous les banquiers auxquels Arton avait affaire.

Il fit mieux, il prévint ceux à qui Arton, le dépistant, pouvait s'adresser. Ce fut une sorte de *boycottage* tramé et étendu avec habileté. Une des plus grandes maisons de banque de Paris, la maison X...., aida l'ennemi d'Arton sans s'en douter le moindrement. En effet, aussitôt qu'elle prit connaissance de l'opposition, elle avertit les maisons de banque, qui avaient jusque-là accepté les valeurs d'Arton, que, pour sa part, elle se disposait à les refuser dorénavant.

La situation d'Arton était des plus critiques. Il voulut expliquer les choses. A toutes ses tentatives, on lui répondit :

—Votre signature est toujours bonne, mais elle ne suffit pas. Raffermissez-la par une garantie.

C'est alors qu'Arton alla trouver son ami, M. Le Guay, le président de la Société de dynamite, et obtint que ce dernier endossât ses valeurs. Celui-ci, en le faisant en sa qualité de président, engageait la signature de la Société. Une indiscrétion fut commise. Le comité d'administration, averti de ce qui se passait, interdit à M. Le Guay de continuer à se porter garant pour Arton. C'était, pour ce dernier, la ruine, la faillite. Il quitta en toute hâte Paris pour se rendre à l'étranger où d'autres affaires l'appelaient, espérant ainsi refaire sa fortune et revenir ensuite liquider sa situation.

C'est alors qu'éclata l'affaire du Panama.

On apprit qu'Arton avait été l'agent de M. de Reinach pour la distribution d'une somme considérable versée par la caisse du Panama dans le but de gagner les sympathies de certaines personnalités dont la collaboration était jugée nécessaire.

Le fait était exact. La somme était de treize cent mille francs. Arton en avait distribué huit cent mille et rendu les cinq cent mille restant à M. de Reinach.

Arton devenait un type, un personnage de roman. Une légende se forma autour de son nom, et la légende courut l'Europe,—comme lui d'ailleurs. On ne s'était jamais occupé de ses faits et gestes à l'étranger. Il fut filé, traqué. Et la fameuse promenade commença. On le mit à Londres, puis à Bucarest, puis à Budapest. Il y eut enfin l'entrevue—célèbre—de Venise. Puis, une nouvelle promenade à travers l'Europe, qui se termina par une disparition complète.

Arton était en Angleterre, à Clapham, aux environs de Londres, où il s'était établi marchand, directeur de la Tea-Company.

On sait le reste : son arrestation, suivie de son procès en extradition qui vient de se terminer par la remise du prévenu entre les mains des autorités françaises.

L'ennemi d'Arton, l'acquéreur de la fameuse créance dont l'ancien secrétaire de la Société française de Dynamite a fini par être la victime, se doutait-il que sa vengeance allait avoir un pareil résultat? Les circonstances sont venues l'aider d'une façon bien singulière et bien imprévue.

En somme, Arton, prévenu de délits graves, revient pour répondre devant la justice à des accusations qui ont trait à des faits absolument étrangers à cette affaire du Panama, qui a jeté son nom en pâture à la curiosité de l'Europe entière. Cela aussi est inattendu. Tout semble, d'ailleurs, imprévu dans la vie de cet homme qui, au dire de ceux qui l'ont connu, n'a pas été tout à fait, malgré ses grosses dépenses, le "fêtard" qu'on a représenté.

Marié et père de famille, il a toujours veillé sur son fils et ses deux filles avec un soin tout paternel : donnant à celles-ci une excellente instruction et faisant voyager le fils tantôt en Angleterre et tantôt en Allemagne pour apprendre le commerce et la langue du pays. A son dernier séjour en Angleterre, sa femme et ses enfants venaient constamment le voir, l'aidant dans le petit commerce qu'il avait entrepris.

Au fond, il n'a pas été seulement victime de la curieuse vengeance si habilement poursuivie dont nous parlions plus haut. Arton a été aussi victime du milieu dans lequel il a évolué à la suite de ses relations avec le baron de Reinach. Il a été transporté brusquement du monde de la finance dans le monde de la politique. C'était un monde nouveau pour lui, inconnu, une sorte d'Amérique fraîchement découverte. Il y est allé un peu à l'aventure, grisé par le succès, et y a perdu pied.

Et maintenant en dehors du délit particulier dont il est prévenu, que sait-il et qu'a-t-il à dire? Au fait, parlera-t-il?

LE RETOUR D'ARTON.

Voyage d'un extradé.

Après l'épuisement de tous les moyens de juridiction, Arton, dont l'extradition avait enfin été accordée, est maintenant à Mazas. Ainsi que nous le prévoyions, le voyage, sauf à l'arrivée à Calais, où Arton a été hué par la foule massée sur les jetées, s'est passé sans aucun incident.

Le départ de Londres.

Arton a passé sa dernière nuit à Londres, à Bow-Street, dans une des petites cellules occupées provisoirement par les prisonniers conduits de Holloway à Bow Street pour y être jugés. Il avait dormi d'un sommeil assez calme en apparence, quand le sergent Sexton, entouré de plusieurs détectives, est venu le réveiller.

Quelques minutes après, arrivait devant le tribunal M. Cochefert, accompagné de l'inspecteur Houillier.

Tous deux repartaient presque aussitôt pour la gare de Charing Cross.

A huit heures et demie, un mouvement de curiosité se produit parmi les quelques spectateurs qui stationnent devant le tribunal. La population anglaise est demeurée indifférente. On ne remarque là qu'un petit groupe de Français et de journalistes.

Arton paraît, entouré de détectives. Il monte si précipitamment dans la voiture qui l'attend qu'on a à peine le temps de l'apercevoir.

A Victoria station.

Un quart d'heure de chemin à travers les rues déjà encombrées de Londres, et la voiture arrive à Victoria station. Arton est conduit dans une salle spéciale en attendant le départ du train.

Sur le quai, l'affluence des curieux est plus considérable que devant Bow-Street. Des détectives surveillent l'ordre. Dans la salle d'attente où a été conduit le prisonnier sont admis son fils et sa fille.

Arton, malgré ses efforts, ne peut dissimuler son agitation.

Un peu avant dix heures, Arton monte dans un compartiment de troisième classe réservé du " Dover and Chatam Railway." La loi anglaise ne permet pas aux condamnés de monter dans les wagons de première et de deuxième classe.

M. Cochefert, qui ne prendra officiellement livraison du prisonnier que sur le territoire français, l'inspecteur Houillier, le fils et la fille d'Arton prennent place dans le même compartiment. Il est neuf heures : le train s'éloigne.

Accoudé dans un coin du compartiment, dont le store a été baissé, Arton fume mélancoliquement sa cigarette, la première depuis trois mois.

A Douvres.

Le train arrivait à onze heures à Douvres. Aucun mouvement anormal à la gare. Pas le moindre curieux.

M. Cochefert, l'inspecteur Houillier, le sergent Sexton et Arton sont descendus du train comme en famille, sans qu'on pût discerner aux allures le prisonnier de ses gardiens.

Le fils et la fille d'Arton venaient ensuite à quelque distance.

Les voyageurs se sont tous rendus de la gare au bateau. C'est le *Foam* qui doit les conduire à Calais.

Arton prend place dans une cabine réservée, à l'avant du steam-boat. Les inspecteurs anglais sont installés à ses côtés.

Durant la traversée, Arton, qui avait conservé tout son calme, a continué à fumer la cigarette, tout en s'entretenant avec ses enfants.

La traversée n'a duré qu'une heure dix.

Arrivée à Calais.

A Calais, deux mille personnes étaient massées devant le chenal en face l'hôtel terminus. Dès que le sémaphore signala l'arrivée du *Foam*, un murmure s'éleva de la foule.

C'est à grand'peine que la police et la gendarmerie parviennent à maintenir la foule.

Le *Foam* accoste à midi quarante-cinq. Une poussée se produit, suivie de bousculades.

Arton paraît sur le pont du steamer. Il a les menottes aux mains. De chaque côté de lui se tiennent MM. Cochefert et Houillier, à qui le sergent Sexton, selon les formalités ordinaires, a fait la remise du prisonnier.

L'extradé porte un costume sombre avec un chapeau haut de forme. Il tient un "plaid" sur le bras gauche et paraît beaucoup moins vieilli que ne le laisseraient croire les dessins parus lors de sa comparution à Bow Street.

La vue d'Arton a causé une vive impression à la foule qui s'ffle et pousse des huées :

—A bas Arton! A bas le panamiste!

Sous cette bordée d'injures, Arton demeure impassible. Il marche droit et d'un pas ferme; mais, en réalité, il est très ému.

Arton, précédé du commissaire spécial de Calais, de M. Cochefert et de ses inspecteurs, est conduit dans un salon particulier de l'hôtel Terminus, où il déjeune sommairement.

En route pour Paris.

Un quart d'heure après, Arton montait avec MM. Cochefert et Houillier dans le coupé lit du wagon 40 de l'express de Paris.

En traversant le quai de la gare, il avait été encore accueilli par des sifflets et des huées.

Des cur eux qui avaient réussi à pénétrer sur le quai de la gare, se hissaient encore aux portières au moment du départ du train pour voir le prisonnier, et des agents de police eurent toutes les peines du monde à rétablir l'ordre.

M. Cochefert avait baissé les stores du compartiment, d'où l'on entendait distinctement les cris poussés par la foule :

—Au revoir, Arton! Bon voyage, le chéquard!

Mlle Arton, qui avait été autorisée par M. Cochefert à embrasser son père une dernière fois, à "l'hôtel Terminus", était montée dans le même train.

A la gare du Nord.

Le bruit s'était répandu dans tout Paris qu'Arton arriverait à la gare du Nord à 4 heures 45. Aussi, dès quatre heures, les quais de la gare avaient été envahis par les reporters et les curieux.

Aucun service d'ordre n'avait été organisé.

Des photographes braquaient déjà leurs appareils dans la direction de la voie 16, sur laquelle devait arriver le train qui ramenait Arton.

Mais, à cinq heures, le train 40 arrive en gare. On se presse aux barrières. Les voyageurs descendent. Arton n'est pas là.

—Il est descendu avec MM. Cochefert et Houillier à la gare de Nord-Ceinture, dit à la foule M. Dorand, officier de paix du sixième arrondissement, qui représente seul la préfecture de police.

Et les curieux se retirent, désappointés.

L'ARRIVÉE A PARIS.

Le mécanicien du train 40 avait reçu à Amiens l'ordre d'arrêter exceptionnellement son train à "Nord-Ceinture."

Le train stoppait donc à cinq heures moins cinq à l'endroit indiqué, en pleine voie.

Dans la crainte d'une manifestation hostile, analogue à celle qui s'était produite à Calais, la préfecture de police avait donné l'ordre que le train s'arrêtât à quelques mètres de la halte du pont Marcadet, à un endroit où s'arrêtaient autrefois les wagons de marchandises.

Arton, qui durant tout le trajet n'avait pas desserré les lèvres, descendit précédé par M. Cochefert et suivi par M. Houillier.

Les rares journalistes qui se trouvaient dans le train voulurent l'imiter, mais quelques agents de la Compagnie du Nord les en empêchèrent.

Pendant ce temps, le prisonnier et ses gardiens traversaient les ateliers de la Compagnie du Nord qui avaient été évacués, et, par un chemin détourné, le groupe arrivait, après avoir passé par un souterrain, en face du numéro 78 de la rue des Poissonniers.

Aucun journaliste n'avait réussi à suivre Arton.

Quelques journalistes qui, malgré la défense des agents de la Compagnie, étaient descendus du train 40, restaient sur la voie. Ils étaient obligés de reprendre un autre train vingt minutes après, sans avoir pu gagner la rue des Poissonniers.

En route pour Mazas.

Deux landaus à livrée verte attendaient Arton devant le numéro 78 de la rue des Poissonniers.

Dans le premier, montèrent Arton, M. Cochefert et deux agents.

Dans le second, M. Schrameck, chef du secrétariat du préfet de police, qui avait tenu à s'assurer de la façon dont les choses se passeraient.

Les voitures s'ébranlèrent, et une demi heure après Arton arrivait à la Sûreté, où il ne faisait que passer.

Suivant l'usage établi en pareil cas, il était bientôt après transféré à Mazas. Il a été écroué à Mazas, à cinq heures quarante cinq, en présence du préfet de police.

Le célèbre corrupteur est maintenant à la disposition du procureur général et de M. Espinas, juge d'instruction, qui l'interrogera bientôt, comme témoin, dans les affaires Dupas et Souligoux.

Il est probable que c'est aussi M. Espinas qui, après que le président des assises aura entendu les explications d'Arton et ses moyens de défense, reprendra l'étude de l'affaire de la Société de Dynamite, pour laquelle Arton a été condamné.

On recherchera alors de nouveau l'emploi des quatre millions détournés à cette Société.

Rappelons qu'Arton n'a été extradé que pour détournements de fonds et faux en écritures.

L'instruction, on ne saurait trop le répéter, sera donc forcée de laisser de côté le chef de corruption de fonctionnaires, la seule chose qui eût vivement intéressé le public.

VOYAGE PRÉSIDENTIEL.

Les détails du séjour que le président de la République fera à Marseille au cours de son prochain voyage ont été réglés ainsi :

Le président arrivera le 6 mars, vers cinq heures de l'après-midi. Il se rendra directement à la préfecture où il procédera aux réceptions officielles. Le soir, à neuf heures, il se rendra au Grand-Théâtre, au théâtre des Variétés et au Gymnase.

Le lendemain, 7 mars, le président visitera l'Hôtel-Dieu et la mairie. Puis il s'embarquera sur un aviso de l'Etat, visitera la nouvelle école de médecine et les ports. L'après-midi il se rendra au château Borely, pour assister à une fête enfantine, puis à la chambre de commerce. Le soir, il assistera aux fêtes vénitiennes.

Le 8 mars, le président quittera Marseille à sept heures et demie pour rentrer à Paris.

Les lettres de Paul Verlaine.

Les lettres de Paul Verlaine, que va publier M. Emile Blémont dans l'*Artiste*, sont toutes datées d'Angleterre. Elles ont ceci de curieux que Paul Verlaine y conte la genèse de sa conversion littéraire.

Très parnassien, le poète des *Fêtes galantes* se révéla tout à coup le révolutionnaire de son *Art poétique*. Il partait en guerre contre la rime, contre la césure, contre l'hiatus. C'est que Paul Verlaine venait de ses familiariser avec les poètes anglais, libérés des entraves que Malherbe apporta à la poésie française.

Paul Verlaine admire les Anglais. De là à les imiter, il n'y avait qu'un pas. Il le franchit bien vite.

Dans les lettres à Emile Blémont, Paul Verlaine témoigne aussi de son admiration pour le rythme si harmonieux des poésies de Marceline Desbordes-Valmore. Ce poète hantait le cerveau de Verlaine. Il le hanta jusqu'à la fin de sa vie.

" J'ai écrit de bien beau vers, disait-il, l'été dernier, mais sais-je si j'en ai écrit d'aussi beaux que ceux de Marceline?"

Et cette admirable modestie seyait mieux à Verlaine que l'orgueil que certains lui prêtent et qu'il n'a jamais eu.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES.

France et Brésil.

Crise Financière et Commerciale Probable dans ce Dernier Pays.

Presse Associée.

New York, 2 mars—Le correspondant de Rio de Janeiro du *Herald* télégraphie que le taux du change est tombé plus bas qu'en aucun temps connu jusqu'aujourd'hui.

De graves craintes règnent au sujet d'une crise financière et commerciale.

Le gouvernement brésilien a publié une importante note officielle par laquelle il déclare qu'il ne peut intervenir actuellement dans la discussion des questions pendantes avec la France et l'Angleterre. La note ajoute que le public doit exercer son jugement et agir avec tact.

Le gouvernement s'est abstenu, dit le document, d'envoyer un navire de guerre à Trinidad, malgré la requête du Congrès pour des informations au sujet de l'occupation de l'île parce que, au-dessus de toutes choses, il désire éviter un conflit.

Le gouvernement est opposé même à une occupation symbolique de Trinidad, et se tiendra dans les limites d'une protestation affirmant ses droits, soutenant ainsi sa principale objection à l'entrée des étrangers dans l'île.

Le correspondant établit que malgré la mort du ministre du Brésil à Paris, il a été tenté sérieusement d'insulter le consul du Brésil à Cayenne. L'incident est connu depuis plusieurs jours au ministère des affaires étrangères.

Le gouvernement français a envoyé au gouverneur l'ordre de prendre toutes les mesures possibles pour protéger le consulat.

Cette affaire, comme on l'a annoncé, a été causée par l'attaque d'un navire français, sur la Cassihore, par des Brésiliens.

Le chef Cabral travaille à un rapport complet au gouvernement du Brésil sur les incidents d'Amapa.

Révolution dans l'Equateur.

Presse Associée.

New York, 2 mars—Le correspondant de Guyaquil, Equateur, du *Herald* télégraphie que le général Pintario Bowen est arrivé à Tumaco et a lancé une proclamation dénonçant le général Alfaro comme un homme insapable de gouverner et un voleur du trésor public.

Le général Bowen déclare qu'il est soutenu par un parti puissant, et qu'il va bientôt partir pour Pasto, Colombie, pour commencer ses opérations contre Quito.

Le docteur Rosendo Ordonez, un résident très riche et très connu de Quito, a été assassiné vendredi dernier par Luis André.

La Russie maintiendra l'Indépendance de la Corée.

Presse Associée.

New York, 2 mars—Dans un éditoral le *Novosti*, dit une dépêche de St Pétersbourg, annonce que la Russie maintiendra l'indépendence de la Corée, et que si le Japon continue à intriguer, la Russie pourra être obligée d'occuper la péninsule.

Le Japon doit considérer que s'il désire s'emparer de la Corée, c'est la guerre avec la Russie.

Soixante décès par jour.

Presse Associée.

New York, 2 mars—Des rapports privés reçus par le correspondant du *Herald* à Rio de Janeiro établissent que le nombre des décès causés par la fièvre jaune est de soixante par jour.

Réunion publique des Cubains de Mexico.

Presse Associée.

Mexico, 2 mars—Les résidents cubains de Mexico ont tenu une réunion publique aujourd'hui, dans un des faubourgs de Mexico, pour célébrer la reconnaissance des droits de belligérants aux Cubains votée par le Sénat des Etats-Unis.

Les Cubains étaient très enthousiastes de la sympathie des Américains. Ceux du Costa Rica ont célébré l'évènement

Les membres de la colonie espagnole de Mexico sont indignés de l'attitude du Sénat américain.

Massacres en Arménie.

Presse Associée.

Constantinople, 2 mars.—Le massacre de trois familles arméniennes est annoncé du district de Moosh, et on ajoute que cinq arméniens ont également été tués à Kirchehir, dans le district d'Angora.

L'opinion en Espagne.

Les intentions du gouvernement.

Presse Associée.

Londres, 2 mars—Le *Pall Mall Gazette* publie aujourd'hui une dépêche de Madrid ainsi conçue :

Quoique l'Espagne reconnaisse l'indépendance absolue des sénateurs américains, sans admettre la possibilité d'une intervention, le premier ministre a l'intention de faire remarquer au gouvernement américain l'injustice du language des sénateurs.

Il se propose également d'exposer le ridicule des prétentions des rebelles cubains dont les actes de sauvagerie, prétend-on, méritent la condamnation du monde civilisé. Les mettre sur le même pied que les troupes espagnoles et leur accorder les droits de belligérants est considéré, dans quelques cercles, comme un simple prétexte de chercher querelle à l'Espagne.

En tous cas, le gouvernement se prépare à toutes les éventualités.

Le patriotisme est complètement soulevé, mais les autorités et la presse conseillent la prudence. Mais en même temps il existe une détermination de défendre l'honneur de la nation.

Les Commentaires des Journaux Français.

Presse Associée.

Paris, 2 mars—La situation à Cuba attire considérablement l'attention et, actuellement, occupe la première place dans les commentaires éditoriaux des journaux, ainsi que la discussion dans les clubs et autres places où se réunissent journellement les militaires et les hommes politiques.

Commentant l'action du Sénat des Etats-Unis, le *Figaro* dit que si le vote du Sénat américain—conséquence des mesures violentes du général Weyler—peut être difficilement excusé, le rappel de Martinez de Campos a été une double faute, à l'extérieur et à l'intérieur, d'autant plus que les prochaines élections cubaines peuvent amener des surprises.

Le "Journal" blâme le Sénat des Etats-Unis de sa palliation des outrages commis par les insurgés et de sa condamnation des mesures de répression prises par le général Weyler et ajoute :

"L'Europe, un jour, devra s'unir contre cette façon d'appliquer la doctrine de Monroe".

La *Libre Parole* exprime l'opinion que l'intervention des Etats-Unis est, à chaque occasion, aussi ridicule qu'exagérée.

L'Espagne, ajoute la feuille, qui a forcé Bismerck de reculer, ne battra pas en retraite devant Sherman, le frère de l'assassin des Indiens du Colorado.

L'Indépendance de Cuba demandée à la Reine régente.

Presse Associée.

Madrid, 2 mars—Le *Heraldo* dit que le président de la République de l'Equateur a demandé à la reine régente d'Espagne d'accorder l'indépendance à Cuba.

Des dépêches de la Havane établissent que les journaux de cette ville sont unanimes, à condamner l'action du Sénat des Etats-Unis. Il est ajouté que les libéraux déclarent que les bandits cubains ne peuvent être des belligérants.

Le général Weyler recommande la prudence à la population.

Prétendues Négociations entre la France et l'Espagne.

Presse Associée.

Berlin, 2 mars—Une dépêche de New York à la "Gazette de Francfort" dit que le rapport annonçant que des négociations secrètes sont entamées entre la France et l'Espagne a causé une grande défiance à New York. Ces négociations auraient trait à l'attitude diplomatique de la France envers l'intervention des Etats-Unis dans les affaires de Cuba.

La dépêche ajoute :

L'éventualité de l'obtention par l'Espagne de l'appui de la France, par la cession d'un groupe d'îles, comme les Canaries par exemple, ou aux dépens du Maroc, est envisagée à New York.

De nombreux détenteurs français de bons espagnols et cubains pressent le gouvernement de protéger leurs intérêts.

Au Nicaragua

Les rebelles mis en déroute à Matéaris et à Nagarote.

Presse Associée.

Managua, Nicaragua, 2 mars—par voie de Galveston.

Après six heures de combat à Matearis et à Nagarote, les forces du gouvernement commandées par les généraux Paiz et Estrada ont complètement mis en déroute les rebelles conduits par le général Ortiz et se sont emparés d'une partie de leur artillerie.

Matearis et Nagarote avaient été récemment prises par les troupes du gouvernement et occupées en attendant l'arrivée du corps principal de l'armée du Président. L'ennemi comptait environ mille hommes et les deux villes étaient défendues par le même nombre de soldats.

Le feu de ces derniers fut si bien dirigé que cinq cents rebelles restèrent sur le champ de bataille, tués ou blessés.

La perte des troupes du gouvernement fut beaucoup moindre et les insurgés, battus à plate couture, furent poursuivis jusqu'à La Paz, sur la route de Léon.

Les pièces d'artillerie prises par les soldats du président comprennent quelques-uns des canons Krupp modernes achetés récemment en Allemagne.

Le "Temps" et la "France".

Presse Associée.

Paris, 2 mars—Le "Temps" croit que le réveil du patriotisme en Espagne aidera le gouvernement à supprimer la rébellion. Cette noble nation, dit-il, ne permettra jamais à un étranger d'intervenir.

La *France* s'exprime ainsi : Nous devons à l'Espagne notre sympathie et notre appui dans la défense de ses droits contre la cupide Amérique.

La Question Cubaine et les Journaux Anglais.

Presse Associée.

Londres, 2 mars—Les journaux de l'après-midi commentent longuement la situation créée par l'état actuel de la question cubaine.

Le *Globe* :

Le sens commun commence de nouveau à refroidir le chauvinisme américain. Sous son influence réfrigérante, il y a eu une perception tardive de la possibilité d'une guerre quand une nation refuse de se soumettre aux fanfaronnades du *jingoïsm* américain.

Mais des mesures moins héroïques qu'une guerre peuvent être adoptées. Il n'est pas question d'établir que le peuple espagnol soit prêt à combattre jusqu'à la mort plutôt que d'abandonner Cuba au commandement de l'Amérique; ni que les Espagnols seraient à blâmer si, dans une lutte aussi inégale, ils recouraient à la "course" pour détruire le commerce américain.

La " Gazette de St-James ":

Si l'Espagne et les Etats-Unis entrent en guerre, il ne s'ensuit pas que les Américains auraient une tâche aussi facile qu'ils espèrent. La baisse des valeurs américaines parle d'elle-même. Le commerce américain serait une proie facile pour les corsaires espagnols, et la prise de Cuba compenserait difficilement les dommages causés.

Le commerce américain souffrirait non seulement dans l'Atlantique, mais aussi dans les eaux européennes.

La perspective d'une flotte de navires de course espagnols rappelle qu'un autre produit de la politique des Américains se retourne contre eux aujourd'hui, car l'Espagne a suivi l'exemple des Etats-Unis en refusant d'admettre l'abolition des corsaires.

De sorte que le plus léger obstacle international ne s'oppose à l'équipement par l'Espagne d'une flotte de course contre les navires-marchands américains, ce dont, d'ailleurs, les américains ont menacé l'Angleterre en cas de guerre avec elle.

La Gazette de Westminister": Dans les affaires cubaines, le Congrès prend la voie qu'on attendait, mais en vue de l'excitation en Espagne et du ton des principaux journaux des Etats-Unis, une grande partie du public commence à se demander si le Sénat de Washington n'a pas agi avec trop de précipitation.

Le président et les membres de l'exécutif se tiennent sur la réserve et ne disent rien, sujets qu'ils sont aux chances de leur parti aux élections prochaines, ce qui permet toutes les discussions sur la situation internationale. Cette situation est discutée de toutes façons, mais ce n'est pas la guerre.

NOUVELLES AMERICAINES.

ETATS-UNIS ET ESPAGNE.

SITUATION GRAVE.

La question discutée à un dîner donnée par le Secrétaire Olney.

Presse Associée.

Washington, 2 mars—L'état des choses créé par les émeutes de Barcelone et d'autres villes, en ce qui concerne les relations entre les Etats-Unis et l'Espagne, a été considéré si grave par le président Cleveland qu'une séance spéciale de cabinet a été appelée sous forme d'un dîner offert par le secrétaire Olney.

Ce dîner-conférence a duré jusqu'après dix heures du soir, et M. Olney a donné communication de quelques informations très importantes reçues par le câble. Il a donné lecture d'une lettre de M. Dupuy de Lôme, ministre d'Espagne à Washington, contenant une dépêche reçue